

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2283

Edition du
27 avril 2020

DANS CE NUMÉRO

Vers un partage global des médicaments et des vaccins (Jean-Daniel Delley)

Et si les développements de la recherche pour lutter contre les maladies étaient un bien public au-delà des frontières

Crise: entre rêve d'Eden et cauchemar des enfers (Jean-Pierre Ghelfi)

Le financement fantasmé des conséquences du coronavirus

Apprendre des expériences actuelles de l'enseignement en ligne (Antonin Plattner)

La concentration des activités en ligne due à la situation actuelle permet de s'interroger sur une politique des solutions numériques

Le marché du logement ne répond pas aux besoins de la population (Michel Rey)

Vie en ville ou en périphérie – des analyses produites par les institutions bancaires muettes quant à la volonté des gens et aux coopératives d'habitation

Expresso

Les brèves de DP, à lire sur le site dans le Kiosque

Vers un partage global des médicaments et des vaccins

Et si les développements de la recherche pour lutter contre les maladies étaient un bien public au-delà des frontières

Jean-Daniel Delley - 21 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36456>

Le conseiller fédéral Alain Berset a comparé la politique sanitaire de lutte contre le Covid-19 à un marathon. Cette image d'endurance colle certes à l'ensemble des mesures de la Confédération, mais c'est plutôt à une course de vitesse à laquelle on assiste actuellement pour mettre au point et produire les traitements, vaccins et autres technologies propres à prévenir, détecter ou traiter le virus et ses effets.

On compte désormais des dizaines de projets de recherche portant sur la prévention autant que sur les soins. Ainsi, [Martin Bachmann](#), immunologue rattaché à l'Inselspital de Berne, a annoncé un vaccin pour octobre prochain déjà. Mais une fois ces produits disponibles, qui en bénéficiera et à quel prix?

L'histoire récente des épidémies justifie la question. A l'occasion de la grippe porcine en 2009, les Etats disposant des ressources financières suffisantes ont stocké de grandes quantités de doses de vaccin, alors que les pays où les populations sont les plus pauvres n'ont pas bénéficié d'une couverture suffisante. En mars de cette année, le gouvernement américain aurait tenté de [mettre la main](#) sur un laboratoire allemand très

avancé dans la mise au point d'un vaccin contre le Covid-19.

Pour contrer cette politique du chacun pour soi ou du plus offrant le mieux servi, une coalition d'ONGs lance [un appel](#) aux Etats membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en appui à une proposition du Costa Rica. Pour la république centre-américaine, tous les moyens médicaux aptes à combattre la pandémie constituent des biens publics et à ce titre doivent être accessibles à tous.

Une mutualisation des données, des droits d'exclusivité et de fabrication par l'intermédiaire de l'OMS pourrait créer les conditions d'une répartition équitable de ces moyens à un prix abordable. L'OMS dispose d'ailleurs depuis 2011 de l'instrument adéquat: le [Cadre de préparation en cas de grippe pandémique](#) qui règle l'échange des virus et le partage des avantages résultant de cette information.

Le caractère de biens publics des thérapies et traitements prophylactiques se justifie d'autant plus que ces derniers ont bénéficié et bénéficient encore d'un apport financier massif des collectivités publiques. Cet apport devrait conduire à une réglementation des prix, possibilité pourtant

très rarement utilisée. Ainsi la législation américaine prévoit un contrôle des prix d'un traitement ayant bénéficié d'investissements publics pour en faciliter l'accès. Une disposition [restée lettre morte](#) à ce jour.

La crise sanitaire actuelle jette une lumière crue sur l'industrie pharmaceutique, ses priorités et sa prétendue capacité d'innovation. L'association [Public Eye](#) (Déclaration de Berne rebaptisée en 2016) s'étonne à juste titre du désintérêt des pharmas pour le développement des vaccins contre les coronavirus, alors que plusieurs épidémies de ce type ont déjà sévi. Désintérêt également pour le développement de [nouveaux antibiotiques](#) et, de manière générale, pour celui contre des pathologies ne garantissant pas un profit substantiel. La conception que se fait cette industrie de la santé publique reste très lacunaire et bien éloignée des besoins du plus grand nombre.

Cependant, les moyens de redresser la barre existent bel et bien. Le [rapport](#) de la commission des Nations unies sur l'accès aux médicaments en fait un large inventaire: une application beaucoup plus stricte des législations en matière de brevets de manière à ne protéger que les véritables

innovations; une utilisation plus fréquente de la licence obligatoire qui permet à un pays de produire en cas de nécessité un médicament

protégé par un brevet; la publicité des résultats de la recherche publique et le contrôle des prix des

médicaments développés à partir de ces recherches. Il importerait surtout une volonté politique de mettre en œuvre ces moyens.

Crise: entre rêve d'Eden et cauchemar des enfers

Le financement fantasmé des conséquences du coronavirus

Jean-Pierre Ghelfi - 26 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36501>

Les périodes de crise sont souvent des moments propices pour l'émergence de sujets farfelus. Serait-ce avec l'idée - ou l'espoir - que la peur ambiante rende les gens crédules? En tout cas, tandis que certains annoncent l'arrivée au paradis, terrestre ou non, d'autres mettent en scène la fin du monde, et le micro-impôt sur les transactions financières sans espèces se profile.

Au paradis comme en enfer

Dans sa chronique du *Monde*, le 28 mars dernier, [Stéphane Foucart](#), observait les milliers de milliards qui sortent de la poche des gouvernements et des banques centrales pour faire face aux coûts engendrés par la crise. L'argent est là. Il suffit d'en imprimer une même quantité supplémentaire pour financer les investissements que requiert la protection des milieux naturels.

Pas de problème apparemment pour l'auteur, sinon peut-être un risque d'inflation. La belle affaire: la survie de la planète

prime. Le paradis est tout proche. Pour autant qu'on ne prenne pas en compte (c'est le cas de le dire) le futur d'une monnaie qui n'aurait plus de valeur...

Côté fin du monde, on rencontre tous les tenants des thèses conspirationnistes qui partent de l'idée que les drames actuels résultent d'actions souterraines. Elles gangrèneraient le pays de l'intérieur (le *Deep State* en vogue aux Etats-Unis), seraient le fait d'un groupement, d'un parti, d'une religion (liste non exhaustive) pour prendre le contrôle des âmes et des consciences, ou dominer le monde. Inversement. Il s'agirait de volontés cachées pour empêcher de répandre la bonne parole, quelle qu'elle soit.

Micro-impôt vers une application immédiate?

Il y a aussi les opportunistes qui pensent pouvoir se servir des malheurs qui accablent le monde pour pousser leurs

pions et leur donner un lustre qu'ils n'ont pas et qu'ils n'auront probablement jamais. Ça ne coûte rien d'essayer. Peut-être même que, désarroi aidant, on ne sait jamais, ça pourrait marcher.

Ce procédé est manifestement celui qui a été choisi par les tenants de l'initiative sur un micro-impôt ([DP 2277](#)). Lancée en février dernier, elle serait la solution indépassable pour financer les aides et subventions accordées par le Conseil fédéral visant à soutenir les personnes et entreprises que le confinement a mises à l'arrêt.

Un modeste impôt de 0,1% sur le trafic des paiements sans espèces permettrait d'encaisser tous les milliards dont la Confédération a besoin pour financer son opération de lutte contre les conséquences en cascade du coronavirus. Une condition cependant. Cette micro-taxe devrait entrer en vigueur sans délai. Il faudrait l'appliquer immédiatement... à titre provisoire, comme un test grandeur nature.

La Confédération, en vertu de ses pleins pouvoirs – la [loi sur les épidémies](#) ouvre des perspectives inattendues – pourrait décider demain d'introduire cette taxe. Et après-demain les caisses

publiques commenceraient déjà à se remplir. Pas besoin de modifier la Constitution, ni de voter des lois ni d'adopter des ordonnances. La méthode est simple: il suffit de l'appliquer!

Tout cela n'est qu'une vaste plaisanterie, pensez-vous? Pas du tout. [C'est du dur et du sérieux](#). [Lisez plutôt](#). Ou plutôt non. Même en période de confinement, il y a mieux à faire.

Apprendre des expériences actuelles de l'enseignement en ligne

La concentration des activités en ligne due à la situation actuelle permet de s'interroger sur une politique des solutions numériques

Antonin Plattner - 23 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36464>

La Suisse vient d'entamer la migration numérique la plus rapide et massive de son histoire. Alors que 1,3 million de personnes se retrouvent au chômage partiel, le reste tente de sauver les meubles en appliquant la consigne générale: travail, école, commerces, vie sociale, tout ce qui peut être fait en ligne doit utiliser cette ressource. Dans l'urgence, des pans entiers de la société et de l'économie ont désormais recours aux services des Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft (Gafam).

C'est notamment le cas du secteur romand de l'instruction publique, qui a en majorité choisi de recourir à ces géants du web pour fournir les [plateformes d'école en ligne](#). Les gouvernements cantonaux concernés se veulent rassurants. À l'image du département de l'instruction publique de Genève, ils soulignent avoir conclu des contrats avec ces entreprises pour protéger les données

concernant les enseignants et les élèves. De tels partenariats public-privé mettent pourtant en lumière le manque de moyens techniques et légaux à disposition des cantons pour veiller au respect de la loi fédérale sur la protection des données ([LPD](#)).

De la difficulté d'appliquer les contrats

Le recours massif aux solutions proposées par les Gafam s'effectue malgré les nombreuses procédures judiciaires qu'ils accumulent dans le secteur éducatif de différents pays. La dernière en date a débuté le 2 avril 2020, lorsque deux élèves âgés de 13 ans ont porté plainte contre Google en Californie. Ils [accusent](#) l'entreprise d'avoir notamment exploité, sans accord des parents, leurs données personnelles: localisation, historique, termes de recherche utilisés, contacts, enregistrements audio, mots de

passé et données comportementales.

En Suisse, les contrats entre les départements romands de l'instruction publique et ces entreprises doivent, en principe, éviter ce genre d'infraction à la loi sur la protection des données ([DP 2251](#)). Pourtant, la seule façon de s'assurer du respect des termes de l'accord consiste à effectuer un examen télémétrique complet des logiciels concernés ainsi que de leurs interactions avec les systèmes d'exploitation des machines qui les hébergent. En d'autres termes, il faudrait mesurer et analyser séparément les différents échanges de données entre chaque ordinateur connecté au réseau éducatif et le logiciel sous contrat.

Cette [expérience](#) a été conduite en Allemagne par l'Office fédéral de la sécurité des technologies de l'information sur l'application Microsoft

Office 365 - utilisée en Suisse par les cantons du Valais, de Fribourg et de Vaud, notamment. Les conclusions de ces tests ont démontré que la synergie entre Windows 10 et l'application scolaire Office 365 créait des flux alternatifs de données qui ont attiré l'attention des autorités du Land de Hesse.

En juillet 2019, ces dernières ont interdit l'utilisation des solutions en ligne de Microsoft, Google et Apple dans les écoles, en [déclarant](#) que «*le stockage des données dans le cloud de ces fournisseurs n'a pas pour l'heure été dévoilé de façon transparente et complète. Il est donc clair qu'un usage de ces solutions dans un contexte scolaire ne peut pas être respectueux de la protection des données*».

Au même moment, des infractions mises en lumière par le gouvernement néerlandais ont forcé Microsoft à [actualiser](#) ses termes d'utilisation et à annoncer une plus grande transparence pour les utilisateurs sur les flux de données. Toutefois, sans parler des compétences nécessaires pour accéder à ces dernières, ceci ne signifie ni l'arrêt de la collecte de ces informations ni de savoir ce à quoi elles sont destinées. Sans examens téléométriques complets et récurrents, les contrats conclus entre les autorités et les fournisseurs de solutions propriétaires demeurent donc uniquement basés sur la confiance des autorités envers les Gafam et leurs sous-traitants.

Une surexposition aux menaces

Les solutions fournies par Microsoft et Google posent par ailleurs de sérieuses questions de cybersécurité. Selon un rapport publié en janvier 2020 par [Prevailion](#), une société spécialisée dans la sécurité informatique disposant d'un vaste réseau de capteurs en ligne, le domaine de l'éducation serait même le secteur le plus touché par les attaques dites de rançonnement (*ransomware*).

Ce procédé consiste à encrypter des données du système attaqué, les prenant littéralement en otage, afin de paralyser la machine ou le réseau visé. Pour obtenir la restauration du système et de son bon fonctionnement, la victime n'a d'autre choix que de payer une rançon, afin que l'attaquant rétablisse les données qu'il a captées et les restitue à leur propriétaire légitime.

Bien que les solutions fournies par les Gafam soient entretenues par des équipes de spécialistes nombreuses et qualifiées, leur usage extrêmement répandu fait d'elles l'une des cibles principales des cyberattaques dites «*d'ingénierie sociale*».

Ces pratiques visent à s'introduire dans un système par le biais de manipulations psychologiques des usagers (faux e-mails ayant l'air officiels, par exemple). Ces manœuvres ne requièrent en fait que de modestes compétences informatiques - et

sont du coup relativement faciles à déjouer.

Neuf cyberattaques sur dix (toutes catégories confondues) débutent par une campagne d'ingénierie sociale, [estime-t-on](#). A cet égard, Microsoft, et sa suite Office 365, restent depuis plusieurs années consécutives les champions incontestés des cas d'usurpation de comptes en ligne. Cette vulnérabilité particulière des systèmes proposés par les géants du web a été corroborée par le FBI qui a ainsi émis le 3 mars 2020 un [avis d'avertissement](#) aux entreprises américaines: les pertes liées aux compromissions d'e-mails visant Google G Suite et Microsoft Office 365 se chiffrent en milliards de dollars, rien qu'aux Etats-Unis.

Il est donc clair que dans la situation actuelle, la sécurité des données et le respect de la LPD sont tributaires du déploiement de capacités techniques (examens téléométriques réguliers) dans chaque canton. Entrent également en jeu: les aptitudes individuelles des enseignants et des élèves qui leur permettent éventuellement de déceler les tentatives de fraude les visant tout particulièrement.

Défis ou opportunité?

Mais les défis actuels sont autant d'opportunités. Aujourd'hui plus que jamais, la Suisse a besoin de favoriser le développement d'un véritable domaine public numérique visant à préserver sa

souveraineté sur l'espace public, désormais largement établi en ligne. Un écosystème de solutions publiques, libres et gratuites, qui seraient adaptées aux besoins essentiels des usagers, doit donc être encouragé.

Des alternatives [open](#)

[source](#) existent déjà pour la plupart des services fournis par les Gafam; elles sont pratiquées dans différents pays. En Suisse, le canton de Berne utilise des systèmes non propriétaires dans les écoles, par exemple, et, en 2018, Genève a repris la main sur son stockage de données. Surfer

sur la tendance européenne vers la souveraineté numérique permettrait à la société et à l'économie de faire preuve d'une plus grande résilience, mais assurerait aussi à la Suisse une certaine indépendance numérique dans le monde hyperconnecté que la période actuelle annonce.

Le marché du logement ne répond pas aux besoins de la population

Vie en ville ou en périphérie – des analyses produites par les institutions bancaires muettes quant à la volonté des gens et aux coopératives d'habitation

Michel Rey - 25 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36477>

«Le marché est à même d'assurer une offre diversifiée et suffisante pour répondre aux besoins de logement de la population suisse.» Telle était l'affirmation martelée par le Conseil fédéral et les milieux immobiliers pour s'opposer à l'initiative fédérale sur les logements abordables. Initiative qui, au final, a été rejetée par le peuple et les cantons en février 2020. Mais ce marché répond-il vraiment aux attentes des locataires et acquéreurs de logements individuels?

Selon les analyses menées par les banques Raiffeisen et Credit Suisse, le marché immobilier est largement conditionné par la faiblesse du rendement des placements financiers et les taux d'intérêt négatifs. Cependant, d'une part, les investisseurs savent privilégier

des segments de ce marché qui offrent la meilleure rentabilité, d'autre part, le besoin de logement en ville n'est pas satisfait.

Habiter en ville, le choix du luxe

Financièrement, la propriété immobilière se révèle en moyenne 18% moins coûteuse que la location d'un bien comparable. Mais l'exigence de 10% de fonds propres freine sérieusement la demande; les critères de capacité financière pénalisent donc de nombreux acheteurs potentiels.

De plus, la demande des particuliers se heurte à la concurrence des investisseurs immobiliers institutionnels qui sont à la recherche de placements intéressants. Par conséquent, les terrains

constructibles déjà rares en milieu urbain servent de plus en plus à l'immobilier de placement et non à l'usage personnel.

Le marché immobilier urbain est aussi influencé par un nombre croissant d'investisseurs privés qui achètent des biens pour les mettre en location. Selon [Credit Suisse](#), 17% des hypothèques octroyées récemment l'ont été en faveur de telles acquisitions, réalisées pour moitié dans les agglomérations urbaines.

L'analyse de la banque ajoute que l'offre de logements à vendre ne suffit pas pour répondre à la demande. La construction de logements locatifs est finalement plus facile et plus lucrative pour les promoteurs immobiliers

puisque les investisseurs institutionnels s'arrachent ces constructions. Dès lors, habiter en ville devient un luxe ([DP 2264](#)).

Les offres de la périphérie

Près de 70'000 appartements locatifs, soit 2,8% du parc existant, étaient vacants à fin 2019. Même si le nombre de permis de construire baisse lentement, cette offre excédentaire n'a pour l'instant guère refroidi les investisseurs. On continue de bâtir - mais au mauvais endroit - et le problème des surfaces vacantes va s'aggraver. C'est par exemple le cas dans les régions du Tessin méridional, du sud du canton de Fribourg, du Chablais, dans le canton de Soleure ou dans l'arc jurassien.

Cette offre excédentaire conduit-elle à une baisse des loyers? La réponse dépend des spécificités régionales et les ajustements sont progressifs. En outre, les appartements neufs mettent beaucoup plus de temps à trouver un locataire qui, du coup, peut bénéficier de certains avantages (plusieurs mois gratuits, place de parking offerte ou autres bons d'achat). Quant au montant de ce type de biens, il est encore difficile de vérifier s'il fait l'objet d'une baisse significative.

Les régions périphériques deviennent aussi plus attractives pour les acquisitions de logements en propriété par étage et de maisons individuelles. Pour être intéressantes, elles doivent être bien équipées en services

et desservies par des moyens de transports reliant aux centres urbains. Et, de manière générale, les prix baissent à mesure que l'on s'éloigne du centre des villes.

La pénurie dope la pendularité

L'analyse de Credit Suisse met en évidence l'influence de la mobilité de la population sur le marché de l'immobilier. La concentration des entreprises et des emplois dans les agglomérations influence le volume du trafic pendulaire. L'augmentation de ce dernier - de près d'un million de voyageurs supplémentaires depuis 1990 - réduit la demande de logements dans les agglomérations. Ainsi, ce flux devient un indicateur précieux pour orienter les projets de construction.

Selon les observations de [Raiffeisen](#), «quitter les centres devient rapidement une opération payante». La banque estime qu'un ménage, devant laisser son appartement de 100 m² dans l'une des grandes villes de Suisse, connaîtra une augmentation de 35% de son budget pour un logement équivalent dans la même ville.

Ainsi, on comprend l'option du pendulaire. Un loyer ou prix d'achat meilleur marché en dehors des centres est le moteur. Ensuite, ce sera moins l'éloignement géographique entre lieu de résidence et lieu de travail qui sera décisif que le temps des trajets. Cet exode diminue ainsi la pression démographique dans les

agglomérations et sans lui les prix des logements exploseraient dans les villes.

Restent des questions légitimes: s'agit-il d'un libre choix des gens; l'argument d'une meilleure qualité de vie loin des centres ne s'impose-t-il à eux; ne préféreraient-ils pas une localisation plus proche du marché de l'emploi ou favorable pour les études des enfants? Il se pourrait en effet qu'il s'agisse surtout d'un choix par défaut, contraint par le coût élevé du logement en milieu urbain.

De plus, cette tendance à la vie en périphérie va à l'encontre des exigences de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire qui préconise une urbanisation vers l'intérieur. Face à la réalité de cet étalement urbain, le Credit Suisse admet toutefois qu'il y aurait lieu de prendre en compte ses coûts externes (pollution, embouteillages routiers, etc) assumés par la collectivité.

Et où sont les logements d'utilité publique?

A parcourir les analyses menées par les établissements bancaires, on constate que les logements d'utilité publique à loyer abordable, proposés par les coopératives d'habitation, ne font l'objet d'aucun commentaire. Ils représentent pourtant environ 4% du marché suisse ([DP 2269](#)).

Certes ce pourcentage à l'échelle du pays est modeste, mais il y a une autre raison

pour laquelle les banques, à l'instar de la société de conseil sur les marchés de la construction et de l'immobilier, Wüest Partner, ne citent pas le cas particulier des

coopératives. De leur point de vue, ces dernières ne sont pas considérées comme des «sociétés immobilières» composant le marché immobilier. Or le segment coopératif de logements

constitue une part croissante du marché dans les villes et agglomérations ([DP 2276](#)). Et surtout, il correspond sans doute le mieux aux besoins de la majorité de la population.

Expresso

Les brèves de DP, à lire sur le site dans le Kiosque

Climat: BNS insouciante

La Suisse ne doit pas trop craindre le changement climatique. Eloigné des océans et dépourvu d'industries lourdes, notre pays a su bien assurer son capital matériel et les banques établir des centres de calcul redondants. Les risques pour l'économie et le système financier sont donc modérés, voire faibles, estime la Banque nationale.

Cette appréciation confirme la myopie de nos banquiers centraux qui persistent à [investir](#) dans les énergies fossiles. | *Jean-Daniel Delley - 26.04.2020*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Vers un partage global des médicaments et des vaccins

<https://www.tagesanzeiger.ch/hat-die-schweiz-im-oktober-einen-impfstoff-gegen-covid-19-655516127135>

<https://www.cnews.fr/monde/2020-03-15/donald-trump-accuse-davoir-tente-de-racheter-le-projet-de-vaccin-dun-laboratoire>

https://www.publiceye.ch/fr/coin-medias/communiqués-de-presse/detail/covid-19-acces-equitable-aux-technologies-medicales?pk_campaigne=20200409_NL_itw_Patrick_Corona_F

https://www.who.int/influenza/resources/pip_framework/fr/
<https://www.statnews.com/2020/02/27/azar-coronavirus-affordable-trump/>
<https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/medicaments/quel-acces-aux-futurs-traitements-du-covid-19>
<https://www.who.int/fr/news-room/detail/07-07-2017-antibiotic-resistant-gonorrhoea-on-the-rise-new-drugs-needed>
https://static1.squarespace.com/static/562094dee4b0d00c1a3ef761/t/596fefe36a49638ff2b6b05b/1500508135129/50923+-+HLP+Report_FRENCH-v5_web.pdf

Crise: entre rêve d'Eden et cauchemar des enfers

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/28/c-est-peut-etre-un-virus-qui-fera-la-revolution-monetaire-que-nous-n-avons-pas-faite_6034750_3232.html
<https://www.domainepublic.ch/articles/36200>
<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20071012/index.html#a7>
<https://www.infosperber.ch/Artikel/Gesellschaft/Mit-einer-temporaren-Mikrosteuer-die-Corona-Schaden-finanzieren>
<https://www.letemps.ch/economie/peste-coronavirus>

Apprendre des expériences actuelles de l'enseignement en ligne

<https://www.rts.ch/info/suisse/11217762-ecole-a-distance-quels-outils-pour-les-eleves-romands-.html>
<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19920153/index.html>
<https://nakedsecurity.sophos.com/wp-content/uploads/sites/2/2020/04/Farwell-v.-Google.pdf>
<https://www.domainepublic.ch/articles/35246>
https://www.bsi.bund.de/SharedDocs/Downloads/DE/BSI/Cyber-Sicherheit/SiSyPHus/Workpackage4_Telemetry.pdf
<https://datenschutz.hessen.de/pressemitteilungen/stellungnahme-des-hessischen-beauftragten-f%C3%BCr-datenschutz-und>
<https://news.microsoft.com/fr-fr/2019/11/18/introduire-plus-de-transparence-en-matiere-de-protection-de-la-vie-privee-pour-les-clients-des-services-en-ligne-microsoft/>
<https://blog.prevailion.com/2020/01/>
<https://cofense.com/whitepaper/enterprise-phishing-susceptibility-report/>
<https://www.bleepingcomputer.com/news/security/fbi-warns-of-bec-attacks-abusing-microsoft-office-365-google-g-suite/>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Open_source

Le marché du logement ne répond pas aux besoins de la population

<https://www.credit-suisse.com/ch/fr/articles/private-banking/schweizer-immobilienmarkt-2020-mehr-pendler-durch-hohe-immobilienpreise-202003.html>
<https://www.domainepublic.ch/articles/35712>
<https://www.raiffeisen.ch/content/dam/wwwmicrosites/casa/infografiken/immostudie-q120/Immobilier%20Suisse%201T20.pdf>
<https://www.domainepublic.ch/articles/35934>
<https://www.domainepublic.ch/articles/36172>

Espresso

<https://www.artisansdelatransition.org/assets/etude-2020-investissements-co2-bns-fr.pdf>